le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 14 janvier 2020 N° 462 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Hausse du prix de l'électricité : le courant ne passe pas !

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Sénégal: électricité, le courant ne passe pas !

Page 3
Mali : nouvelle manifestation contre la présence des troupes françaises

Page 4
Côte d'Ivoire: quand l'absence de perspective pousse même des enfants à des actes désespérés

Page 5
FRANC CFA-ECO: un ravalement de façade !

Page 7
Madagascar: la pluie et le mauvais état des infrastructures font des morts

Page 8
Éthiopie : augmentation des prix des denrées.

Tchad :les fonctionnaires de nouveau en grève

Page 10
France: mouvement de grève.

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial _____ p.2

Sénégal

HAUSSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ : LE COURANT NE PASSE PAS !

Le 10 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Dakar, à Thiès ainsi que dans d'autres villes du pays, pour protester contre la hausse des prix de l'électricité (entre 6 et 10%) à compter du 1er décembre 2019. Le prétexte de cette hausse est de «financer le développement du réseau de la SENELEC ». *C'est un refrain bien connu mais cette décision scélérate n'est pas acceptée par les habitants car ils savent qu'elle va générer des augmentations de prix en cascade des produits de première nécessité, du transport et des services. C'est la 4ème manifestation du genre depuis fin novembre dernier.*

De nombreuses associations se sont regroupées au sein d'un collectif intitulé « Noo Lank » *(« Nous refusons » en langue wolof). Voici ce qu'a déclaré l'un des animateurs de ce collectif (il est aussi membre du mouvement « Y'en a marre ») :* « L'objectif, c'est de faire abandonner à l'État de Macky Sall, la hausse du prix de l'électricité qui est injustifiée. Ils peuvent le faire s'ils acceptent, eux, de réduire leur train de vie, ne serait-ce que symboliquement en supprimant des institutions au budget qui ne servent à rien. Ils veulent que les Sénégalais payent pour que, eux, vivent dans l'opulence. Les Sénégalais ne l'accepteront pas ».

Lors de la première manifestation du 29 novembre à Dakar devant le Palais de la République, le gouvernement a procédé à des arrestations de quelques dirigeants et militants du mouvement en croyant que cela allait mettre fin à toute velléité de contestation dans la rue mais cela n'a fait qu'ajouter de la colère à la colère. Du coup, aux slogans et pancartes de protestation contre l'augmentation du prix de l'électricité se sont ajoutés de nouveaux, exigeant la libération des militants arrêtés.

La colère est telle que dans certains quartiers populaires, les agents de la Sénélec, n'osent plus se présenter pour apporter les factures d'électricité aux habitants. C'est ainsi que de nombreux habitants ne les ont pas vus alors qu'ils étaient attendus depuis décembre. Les gens se souviennent encore de la promesse faite par Macky Sall lors de sa présentation des vœux le 31 décembre 2017. Il avait promis de baisser de 10% le tarif de l'électricité « dans les trois mois ». *Non seulement il n'y a pas eu de baisse mais aujourd'hui il l'augmente.*

Il croyait que cette augmentation allait passer comme une lettre à la poste mais c'était mal connaître le

malaise profond de la population qui n'en peut plus de supporter la cherté de la vie, les coupures d'eau et d'électricité incessantes dans les quartiers populaires, le mauvais fonctionnement des hôpitaux publics, etc.

Des boulangers, des transporteurs, entres autres, se sont joints au mouvement et cela lui donne plus de poids. S'il s'amplifie et entraine d'autres catégories de la population, notamment les travailleurs, les enseignants les étudiants et bien d'autres laissés-pour-compte, il sera assez fort pour faire reculer le gouvernement et celui-ci réfléchira peut-être par deux fois avant de prendre d'autres mesures impopulaires.

Mali

NOUVELLE MANIFESTATION CONTRE LA PRÉSENCE DES TROUPES FRANÇAISES

Trois jours avant la réunion, le 13 janvier, des chefs d'États africains membres du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad) convoqués par Emmanuel Macron à Pau (en France), la capitale malienne a été le théâtre d'une nouvelle manifestation anti-Barkhane.

Manifestation à Bamako contre la présence militaire au Mali

Des manifestants, moins nombreux que les précédentes fois car de nombreux dignitaires religieux n'y ont pas fait appel à manifester, ont scandé des slogans hostiles à la présence des troupes françaises au Mali. Le président malien a beau dire que les troupes de Barkhane sont au Mali « *à la demande de l'État malien* » et que ceux qui manifestent leur hostilité contre la France seraient des ennemis de l'armée malienne, il ne parvient même pas à convaincre ses propres partisans. Des élus du RPM (le parti au pouvoir) ont participé à la manifestation aux côtés des personnalités actuellement déclarées comme opposants.

Macron, du haut de sa position de gendarme du pré carré africain de l'impérialisme français, avait demandé aux chefs d'États africains quelques semaines auparavant, de « *clarifier leur position* » par rapport à la présence des troupes françaises au Sahel et dire clairement s'ils souhaitent ou pas son soutien militaire. Devant l'impopularité de plus en plus visible de l'intervention française, les chefs d'État de ces pays du sahel se sont faits de plus en plus discrets quant à leur enthousiasme sur l'opération Barkane. Néanmoins ils veulent ce soutien tout en ne voulant pas trop le crier.

Macron veut faire croire qu'il défend les populations des pays sahéliens contre les menaces des groupes djihadistes mais les habitants qui vivent cette situation dramatique, notamment au Mali, ne le constatent pas. Bien au contraire, ils sont de plus en plus nombreux à manifester leur hostilité à l'opération Barkhane.

La seule raison de la présence des troupes françaises dans cette région, c'est la défense des intérêts de l'impérialisme français. Les dictateurs de la région n'ont pas d'autres choix pour l'instant que de lui demander du secours pour ne pas être emportés. Ils ne peuvent pas compter sur leurs propres forces armées, plus prompts à rançonner et à terroriser la population que de

faire face aux bandes armées des djihadistes.

Mali

LES ENSEIGNANTS REPRENNENT LA GRÈVE POUR LES SALAIRES

Les enseignants des écoles publiques (écoles fondamentales et lycées) sont de nouveau entrés en grève depuis le 5 janvier. Leur grève a duré cinq jours et a été largement suivie sur l'ensemble du pays. Ils réclament l'application d'une loi datée du 18 janvier 2018 qu'ils ont obtenue suite à leurs précédentes mobilisations, loi selon laquelle leurs revenus allaient augmenter de 20% à compter de janvier 2019, et de 9% à partir de janvier 2021. Or il n'en a rien été jusqu'à maintenant. Si le gouvernement s'obstine à ne pas tenir ses engagements, les enseignants se disent prêts à se remettre en grève illimitée à compter du 20 janvier.

Visiblement, le gouvernement veut rejouer la méthode du pourrissement du mouvement des enseignants en tentant de les opposer aux parents d'élèves qui sont fatigués par cette situation car il s'agit de la scolarité de leurs enfants.

Mais, malgré la menace du gouvernement de couper de leurs salaires les journées de grève, les enseignants tiennent bon et comptent sur leur détermination pour obtenir ce qui leur a été promis. Ils ont raison de ne pas se laisser berner d'autant que leurs bas salaires sont loin d'être suffisants pour faire face à la cherté de la vie.

Voilà donc une deuxième épine dans les pieds du président malien qui a déjà maille à se défaire du mouvement de contestation contre son régime et contre la présence des troupes françaises sur le sol malien.

Côte d'Ivoire

QUAND L'ABSENCE DE PERSPECTIVE POUSSE MÊME DES ENFANTS À DES ACTES DÉSESPÉRÉS

Le 8 janvier au matin, le corps d'un gamin a été découvert à Paris dans l'espace conçu pour le train d'atterrissage d'un avion d'Air France en provenance d'Abidjan. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il soit identifié. Son absence avait été signalée par ses parents et des affichettes d'avis de recherche ont été confectionnées à cet effet.

Comment ce gamin de 14 ans a pu se retrouver passager clandestin dans un avion à l'aéroport de Port-Bouet à plus de 30 km de chez lui ? Qu'est-ce qui a germé dans sa tête pour le pousser à un tel acte ? Ce qu'on sait de lui c'est qu'il était élève en classe de 4ème dans un établissement scolaire de Yopougon où il résidait avec sa famille. Il y a 115 élèves dans sa classe et ils s'asseyent à 4 sur des table-bancs prévus pour 2, malgré la double vacation. Est-ce l'envie de sortir de cette vie de misère sans espoir qui l'a poussé à prendre cette décision ?

Ce qui est sûr c'est que la misère, le désespoir et le manque de perspective dans nos pays poussent des dizaines de milliers de personnes à fuir chaque année vers de meilleurs horizons. Les traversées du désert puis de la méditerranée font une hécatombe parmi les candidats à la migration vers l'Europe mais malgré ces risques, malgré le fait qu'il faut engager de fortes sommes pour payer les passeurs, il y a toujours de nombreux candidats au départ. Ce gamin pensait certainement avoir trouvé un moyen peu couteux pour aller en Europe, mais il ignorait qu'il se condamnait ainsi à une mort certaine par le froid ou par asphyxie.

Ce drame est le prétexte tout trouvé par les autorités ivoiriennes pour déguerpir les populations résidant aux alentours de l'aéroport. Mais elles auront beau mettre des barbelés, des caméras et des gardes armés autour de l'aéroport pour éloigner les habitants, ce n'est pas cela qui changera quoi que ce soit. C'est la misère qui pousse les gens à partir loin en Europe ou ailleurs pour survivre et pour envoyer un peu d'aide à leurs parents plongés dans la misère quotidienne. C'est cette situation qu'il faut changer.

L'État ivoirien, loin de combattre la misère, ne fait que l'aggraver car toute sa politique consiste à servir les intérêts de la classe des exploiteurs et des affameurs du peuple.

Côte d'Ivoire

ÇA REMUE FORT DANS LE MARIGOT !

Le 23 décembre passé s'est joué un nouveau feuilleton de la politique ivoirienne. Après 6 mois passés hors de la Côte d'Ivoire, Guillaume Soro a tenté un retour au pays. Le régime d'Abidjan a mis en place un fort comité d'accueil de plus de 800 policiers et gendarmes pour le dissuader de rentrer. Il a donc fini par dérouter son vol vers le Ghana et est retourné en Europe ; il a demandé l'exil politique en France. Entretemps un mandat d'arrêt international a été émis contre lui par les autorités ivoiriennes pour « *détournement de deniers publics et tentative de déstabilisation de l'autorité de l'État* ». Plus de 15 dirigeants et animateurs de mouvements qui lui sont proches ont été mis aux arrêts pour « *trouble à l'ordre public et complicité* ».

Il y a moins d'un an, Guillaume Soro était le président de l'Assemblée nationale ; il a été contraint de « *libérer le tabouret* » du perchoir car il n'était plus en odeur de sainteté auprès du pouvoir. Il a alors endossé des habits d'opposant à Ouattara qu'il a pourtant activement aidé à mettre en place il y a environ dix ans. Dès sa démission, il a fait une tournée de campagne dans le nord du pays et a annoncé vaguement son intention de se présenter à l'élection présidentielle d'octobre 2020. Pendant son séjour européen où il a animé des rencontres avec des Ivoiriens de la diaspora, il n'a eu de cesse d'envoyer des pics au pouvoir en place.

Cela n'a pas été du goût des hommes fort d'Abidjan, surtout que Soro leur dispute la même base électorale, le nord du pays. Pour le moment ils ont décidé de le tenir hors du pays avec la menace d'un mandat d'arrêt et de décapiter son mouvement par des arrestations et la traque de ses partisans.

À quelques mois de l'élection présidentielle, les antagonismes entre potentiels candidats font planer des risques de nouvelles crises et font renaitre la psychose de 1999 et de 2010 au sein de la population.

Afrique de l'Ouest

FRANC CFA – ECO : UN RAVALEMENT DE FAÇADE

Lors de son récent voyage en Côte d'Ivoire, le président français a donné le feu vert à ses sous fifres de la zone CFA de l'Afrique de l'Ouest pour que le franc CFA prenne désormais le nom de ECO. Cela se fera, a-t-il dit, au courant de cette année. Il a déclaré que son intention était de «*rompre les amarres* » qui lient le CFA avec l'ancienne puissance coloniale et d' « *écrire une page nouvelle de notre histoire commune qui mettra fin aux oripeaux du passé et aux malentendus …*».

Cette décision a été qualifiée d'«historique » par nombre de dirigeants africains et aussi par une grande partie de la presse officielle africaine. Macron leur a dit que l'État français ne désignera plus ses représentants dans les instances dirigeantes de la banque centrale qui administre le CFA de l'Afrique de l'Ouest.

CFA-ECO : Un changement de façade

L'autre changement annoncé par Macron est que les États ouest-africains ne seront plus obligés de déposer une partie de leur réserve de change auprès de la Banque de France à titre de garantie mais que l'État français continuera tout de même de garantir la parité de l'ECO par rapport à l'Euro sans toutefois dire par quel biais il le fera. Mais pour ce qui concerne les pays de la zone CFA de l'Afrique centrale, rien ne changera, même pas le nom de leur monnaie.

Le projet de changer le nom du franc Cfa, symboliquement trop chargé de son passé colonial, date d'une trentaine d'années. Il avait même été un temps question de le remplacer par l'Eco dès décembre 2009, puis la date a été reportée à janvier 2015, puis une nouvelle fois reportée. Entre temps, le nom de Cfa a été de plus en plus décrié par l'opinion publique africaine, y compris par certains chefs d'États africains, par des banquiers et hommes d'affaires et plus particulièrement dans le milieu des étudiants et des diplômés.

Tout un courant nationaliste a fait de cette question son cheval de bataille. Il a fait croire que le fait d'avoir une monnaie nationale souveraine était la clé du développement et de l'épanouissement des populations africaines. Mais il n'a pas dit pourquoi les pays qui ont rompu de longue date le lien avec le Cfa, à commencer par la Guinée de Sékou Touré, du Mali de Modibo Keita (qui est par la suite revenu dans le giron du Cfa sous Moussa Traoré), de la Mauritanie ou de Madagascar, ne sont pas aujourd'hui mieux lotis que ceux qui n'ont pas rompu.

En vérité, la création d'une monnaie nationale n'est en rien synonyme de développement économique et encore moins d'un progrès social pour les classes défavorisées. Pour les travailleurs, pour les petits paysans et pour la grande majorité de la population, ce qui est fondamental, ce n'est pas le nom ni la prétendue « *souveraineté* » de la monnaie qu'ils auront entre les mains pour acheter de quoi manger, se loger, se soigner et éduquer leurs progénitures mais de savoir comment sortir de la misère qui les frappe, que faire quand leurs maigres revenus sont rognés par l'augmentation incessante du coût de la vie.

Les nationalistes veulent masquer aux travailleurs et à l'ensemble des populations pauvres que dans un pays, il y a des exploités et des exploiteurs et que leurs intérêts sont diamétralement opposés. Dans cette société capitaliste, les riches deviennent toujours plus riches tandis que la grande majorité s'enfonce toujours plus dans la misère et dans la détresse.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser berner par les discours démagogiques des nationalistes sur les prétendus retombées d'un développement économique hypothétique. C'est une utopie dans ce monde dominé par les grandes puissances dont les trusts pillent les richesses aux quatre coins de la planète. La seule chose qui pourra véritablement changer le sort des exploités, c'est leur capacité de s'organiser et de lutter ensemble contre la cause véritable de leur misère, c'est-à-dire le système capitaliste.

Macron va peut-être lâcher quelques concessions symboliques à ce milieu nationaliste mais cela ne changera pas grand-chose

aux liens étroits entre l'impérialisme français et ses anciennes colonies. La monnaie est un de ces liens mais il y en bien d'autres, autrement plus puissants.

Madagascar

LA PLUIE ET LE MAUVAIS ÉTAT DES INFRASTRUCTURES FONT DES MORTS

Des pluies torrentielles se sont déversées ces derniers jours sur Antananarivo faisant 4 morts et plusieurs centaines de sans abris en errance vers les services municipaux ou vers des connaissances susceptibles de les héberger provisoirement. Les structures municipales telles que les gymnases ont accueilli quelques familles en catastrophe. Ces familles ont été soutenues par des personnes bénévoles appartenant à diverses associations d'entraide.

Cette situation n'est pas nouvelle et la saison des pluies et des cyclones est loin d'être terminée. Chaque année des catastrophes semblables se produisent sans que des solutions pérennes ne soient prises par les autorités. Les canalisations d'écoulement des eaux datant de l'époque coloniale sont vétustes et hors service. De temps en temps les autorités procèdent à l'enlèvement des sacs et autres bouteilles plastiques qui empêchent l'évacuation des eaux, mais ne se préoccupent pas réellement de la rénovation du système.

Le programme du nouveau maire Naina Andriantsitohaina, lié au nouveau président, reste dans la continuité de celui de l'équipe sortante dirigée par la femme de Ravalomanana, un président déchu. Ses priorités développées lors de sa campagne électorale, sont avant tout la mise en place des « velirano » c'est-à-dire des villes nouvelles autour de la capitale. Cela consiste à chasser les gens pauvres qui vivent dans ces quartiers périphériques, à raser ces lieux jugés insalubres et à y faire pousser des immeubles de rentes forcément inaccessibles aux maigres revenus des anciens habitants. Une couche de petits bourgeois plus ou moins aisés prendront place dans ces lieux nouveaux et salubres.

Les pouvoirs publics ont réussi à spolier de leurs terres les habitants d'andohatapenaka, une localité proche de la capitale. Forts de leur « *succès* » ils ont voulu se lancer dans la construction d'une ville nouvelle baptisée Tana-Masoandro mais se sont heurtés à la combativité des villageois d'Ambohitramanjaka qui sont sortis dans la rue le 19 octobre dernier et ont opposé une résistance importante aux forces de l'ordre venues éparpiller les manifestants.

Lorsque les autorités prétendent rénover ou reconstruire, elles ne le font pas dans le sens des intérêts et des besoins de la population pauvre mais dans ceux des riches et des privilégiés.

DES OUVRIÈRES INTOXIQUÉES DANS UNE USINE DE TEXTILE

Le 4 janvier, 70 ouvrières de l'usine Gama Textile, située dans la zone franche de Anosizato-ouest, (banlieue d'Antananarivo) et travaillant pour l'exportation d'habits ont été intoxiquées et ont frôlé la mort suite à l'utilisation de produits de démoustication. Certaines ont perdu connaissance et ont pu être sauvées de justesse suite à leur transfert à l'hôpital.

La raison de cet accident est à chercher certainement du côté de l'absence de

précautions prises par l'employeur pour protéger ses salariées d'une inhalation de ces produits dangereux pour les êtres humains.

Des précautions qu'il devait certainement juger superflues au regard du peu de considération que lui et ses semblables ont pour la vie des travailleurs.

Éthiopie

AUGMENTATION DES PRIX DES DENRÉES

Depuis des mois, les prix des denrées alimentaires de première nécessité ont subi des augmentations non négligeables. Ainsi pour 100 kg de teff (le mil local) le prix est passé de 2 000 à 4 000 birr (monnaie locale). Le litre d'huile et le kilo de sucre ont fortement augmenté. On retrouve la même situation pour le loyer des logements. Quant au Kilowatt d'électricité, il a carrément doublé.

D'après les autorités, ceci est dû à l'inflation qui a dépassé les 14,5% en 2019 et a entraîné la flambée des prix.

Du coup, les commerçants ont créé artificiellement la pénurie des produits de toute sorte afin d'augmenter les prix plus tard.

Cette situation ne fait qu'empirer la vie quotidienne des travailleurs. Leurs salaires n'ont pas bougé depuis des lustres. Ils ne pourront pas se nourrir ni se loger correctement et ne pourront pas envoyer leurs enfants à l'école.

Pour les autorités, c'est le cadet de leurs soucis. Les dirigeants politiques sont préoccupés par les élections législatives qui auront lieu au mois de mai prochain. Des conflits interethniques ont eu lieu ces derniers mois. Les attaques lancées par Jawar Mohammed ont mobilisé des jeunes Oromo pour tuer des Amhara vivant dans la région Oromo. Il y a eu environ une centaine de morts. Pour faire oublier ces conflits interethniques, le Premier ministre fait toute une gymnastique en créant le Parti de la Prospérité composé des membres de toutes les ethnies. Il essaie de redorer son blason. Mais tout cela ne va pas faire changer l'opinion publique à son égard.

Les travailleurs et les paysans pauvres ne se sont pas exprimés durant toute cette période. Il est vrai qu'ils mènent une vie très dure. Les ouvriers des usines mènent sporadiquement des mouvements revendicatifs. Cela ne se transforme pas, pour l'instant, en une lutte d'ensemble.

Le jour où ils s'y mettront en bloquant l'économie du pays par la grève générale, ils pourront résoudre la flambée des prix par une augmentation des salaires pour tous les travailleurs, la liberté de se syndiquer et aussi la fin des oppositions ethniques dans la population.

Tchad

LES FONCTIONNAIRES ENTRENT DE NOUVEAU EN GRÈVE

Imprudence ou pas, fin décembre 2019, le gouvernement a laissé entendre que la crise financière qui avait conduit à la réduction des salaires des travailleurs de la fonction publique était enfin domptée. Les syndicats du secteur public, regroupés au sein de l'U.S.T (Union des syndicats du Tchad) ont sauté sur l'occasion. Puisque c'est ainsi, disent-ils, ils vont de nouveau poser leurs revendications.

Des fonctionnaires à la Bourse du travail le 6 janvier

C'est à la Bourse du travail de Ndjaména, le 6 janvier dernier qu'une grève de trois jours reconductible a été décidée sur l'ensemble du pays pour le paiement intégral des primes et indemnités des salaires coupées depuis trois ans.

Dans un premier temps, Idriss Deby a semblé faire la sourde oreille. Puis, constatant que le mouvement a pris de l'ampleur, il a vite fait d'appeler les syndicats à négocier. Au terme des négociations, gouvernement et syndicats ont trouvé un terrain d'entente. Le protocole d'accord indique que les primes, indemnités et avancements suspendus dans le cadre des mesures d'austérité seront restaurés d'ici le début de l'année prochaine. Et ce, en tenant compte des taux réclamés par les travailleurs.

Mais le porte-parole de l'UST, Michel Barka, rappelle cependant que cela ne suffit pas pour lever la grève : «*Nous suspendrons, mais nous ne lèverons pas la grève. Voilà le garde-fou que nous avons mis.*»

Les dirigeants syndicaux ont certainement des arrières pensées. Toujours est-il que c'est un nouveau tournant pris par les syndicats que le gouvernement n'a pas manqué de déplorer.

Une prochaine assemblée générale à la Bourse du travail est prévue pour décider la «*programmation des actions futures* ». La lutte pourrait continuer.

Tchad

LIBÉREZ LES JOURNALISTES ARBITRAIREMENT ARRÊTÉS !

Un correspondant de la radio DJA FM, à Mongo dans le centre du pays, a été arrêté le 26 décembre dernier pour, soi-disant, "*diffamation et outrage à magistrat*." Il vient d'être condamné à six mois de prison ferme et 152 euros d'amende pour avoir dénoncé sur Facebook, les lenteurs et la corruption de la justice dans sa région.

Bien avant lui, un autre journaliste de *Salam info* avait été arrêté le 16 août 2019, et condamné à trois ans de prison ferme pour, paraît-il, "*diffamation*", "*dénonciations calomnieuses*" et "*association de malfaiteurs informatiques*". Selon Reporters sans frontières (RSF), les deux journalistes croupissent en prison, dans des conditions "*exécrables*"

La troisième victime des arrestations arbitraires n'est autre que le défenseur tchadien des droits de l'homme ; il a été arrêté le 4 décembre dernier à la suite d'une plainte pour diffamation contre un membre de la famille du dictateur Idriss Deby. Mais sous la pression de diverses organisations et les protestations sur les réseaux sociaux, il a été libéré le 8 janvier dernier.

Pourtant, lors d'un forum sur le numérique organisé au Tchad en juillet 2019, Deby avait invité ses concitoyens à "*s'exprimer en toute liberté*" et à "*critiquer librement*" la conduite des affaires publiques et l'action des gouvernants, affirmant qu'il s'agissait de leur *"droit le plus absolu"*. Du vent !

Liberté immédiate pour les journalistes arrêtés !

France

LE MOUVEMENT DE GRÈVE

Depuis plus de 38 jours les travailleurs de la SNCF, de la RATP ainsi que ceux des hôpitaux et de l'éducation nationale se sont mis en grève contre les réformes de la retraite que l'État français veut imposer. Les travailleurs immigrés sont tout autant concernés. Certains se sont trouvés parmi les grévistes. Il serait normal que tous les travailleurs français, immigrés participent. À ce sujet-là nous reproduisons un éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière parut le 12 janvier 2020.

Une manifestation contre la réforme à Paris

« ÂGE PIVOT-AGE PIPEAU », C'EST TOUTE LA REFORME DES RETRAITES QUI EST A JETER !

Samedi, au 38ème jour de grève des cheminots et des agents de la RATP et alors que plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient leur opposition à la réforme, Philippe a annoncé une vraie fausse disparition de l'âge pivot.

En réalité, cet âge pivot, rebaptisé âge d'équilibre, sera maintenu pour toutes les générations partant en retraite après 2027. Son annonce ne concerne que ceux qui partiront entre 2022 et 2027 et elle est sous condition.

Les confédérations syndicales et le grand patronat doivent trouver un autre moyen de financement, sans faire payer le patronat… sans quoi l'âge pivot serait réintroduit, même pour ces générations.

Ce que les médias présentent comme un signe d'ouverture est donc un enfumage de première. Tout au plus montre-t-il la fébrilité du gouvernement face aux grèves et aux manifestations.

Pour empêcher le saccage des retraites, il faut le retrait de tout le projet. Comment accepter un nouveau système qui, sous couvert de justice, réduira les pensions de 20 ou 30 % et nous forcera à retarder notre départ à la retraite ?

Poudre aux yeux, mauvaise foi, mensonges et confusion : voici comment les macronistes espèrent faire passer la pilule. Ils promettent en particulier un minimum de 1000 euros de retraite et le présentent comme le summum du progrès pour les femmes et les plus précaires. C'est indigne ! 1000 euros, après toute une vie de travail ? Quel ministre ou député vivrait avec cela ?

Quant aux mensonges, ils sont innombrables. Certains perroquets de la majorité affirment même qu'il serait plus avantageux de calculer la retraite sur la base de toute la vie professionnelle que sur les 25 meilleures années ou les six derniers mois ! D'autres expliquent aux enseignants que les hausses de salaire qu'on leur refuse depuis 20 ans vont enfin arriver… Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Et ces menteurs professionnels nous demandent de leur faire confiance. Alors, tous ceux qui continuent de demander le retrait pur et simple du projet gouvernemental ont mille fois raison.

Ce qui se joue autour des retraites, c'est la lutte de classe, une lutte féroce où la bourgeoisie montre sa voracité. Car c'est pour elle que Macron tient à cette réforme. Pour assurer l'équilibre des retraites, l'État met aujourd'hui la main à la poche. En 2018, il y a consacré trois milliards. Trois milliards sur 350, mais pour le grand patronat c'est déjà trop ! La bourgeoisie exige des économies sur les hôpitaux, l'éducation ou les re-

traites parce qu'elle veut que l'État lui réserve cet argent.

En 2019, les entreprises du CAC 40 ont distribué 60 milliards d'euros à leurs actionnaires, un record historique. Il suffirait de prendre ne serait-ce que 10 % de ces 60 milliards pour assurer le financement des régimes des retraites, mais c'est impensable pour le gouvernement. La seule issue qu'il envisage, c'est de faire payer les travailleurs, leur enlever des droits, les mettre à la diète.

Que les dirigeants de la CFDT ou de l'UNSA marchent désormais avec le Medef dans la mascarade gouvernementale n'y change rien. Ces mêmes confédérations accompagnent tous les reculs depuis des années en se targuant d'éviter le pire. Déjà en 1995, la CFDT conduite par Nicole Notat avait pris fait et cause pour le plan Juppé, qui avait été abandonné sous la pression des grévistes.

Eh bien, aujourd'hui encore, ce sont les forces que les travailleurs mettront dans le combat qui seront déterminantes ! Tous ceux qui se sont engagés dans cette grève ont compris qu'il n'y avait pas d'autre choix. Ce sont les profits des capitalistes ou nos retraites, leurs dividendes ou nos emplois, leurs sinécures ou nos conditions de travail. La seule chose qui compte, c'est le rapport de force.

Les dizaines de milliers de grévistes de la SNCF et de la RATP ont pris conscience de cette nécessité et en ont fait leur combat. C'est une victoire sur la résignation dans laquelle Macron voudrait nous enfermer, y compris à coups de matraque et de LBD.

Avec cette mobilisation qui continue, le camp des travailleurs est plus fort qu'hier. Chaque jour de grève et de mobilisation est une petite victoire pour les travailleurs et une défaite pour Macron. Alors, il faut tout faire pour que les nouvelles échéances prévues, avec en particulier la journée de mobilisation du jeudi 16 janvier, soient réussies.

Comme le disent les grévistes depuis plus de cinq semaines, c'est une grève « *pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur* ». Parce que seul le combat des travailleurs offre une perspective à la société.

Les prolétaires n'ont pas de patrie